



Votre avenir économique ne devrait pas dépendre de votre code postal

Un livre blanc de Bell Canada

Table des matières

Introduction	3
L'économie géographique unique du Canada.....	4
L'état des disparités en fonction du lieu.....	6
L'essor des villes superstars.....	8
La technologie, le travail et le lieu de résidence dans un monde postpandémie.....	9
Saisir l'occasion de favoriser une économie plus dynamique et plus inclusive	13
1. Infrastructure.....	14
Infrastructure à large bande	14
Logement	15
2. Investissement.....	16
3. Individus.....	16
Immigration	17
4. Institutions.....	18
Empreinte du gouvernement.....	18
Établissements postsecondaires	19
Conclusion	20

Introduction

Le Canada est sur le point de faire face à un changement important. Les forces du marché, les tendances sociétales et les innovations technologiques se conjuguent pour créer de nouvelles possibilités économiques dans les petites collectivités et les collectivités rurales. On ne saurait trop insister sur l'opportunité de contribuer aux investissements et à la création d'emplois partout au pays. Il s'agit d'une occasion historique : faire en sorte que l'avenir économique des personnes dépende moins de la région où elles habitent.

Cependant, il faudra plus que des vœux pieux pour y arriver. Une combinaison ambitieuse de politiques publiques et d'investissements privés sera nécessaire pour saisir les possibilités qui s'offrent à notre pays.

Ce livre blanc vise à exposer les facteurs à l'origine de cette occasion unique, les raisons qui font qu'elle est si importante pour l'économie et la société, et certains aspects des politiques publiques qui contribueront à déterminer si nous concrétiserons une vision plus inclusive de la croissance et des possibilités économiques à l'échelle du pays.

Ce document décrit notamment les causes et l'ampleur des « disparités en fonction du lieu » au Canada ainsi que le rôle que joue une combinaison de politiques publiques et d'initiatives dirigées par les entreprises dans la concrétisation des possibilités économiques, y compris au sein des communautés autochtones. Bien que la nécessité de mettre en place des politiques inclusives adaptées au lieu ait été abordée dans un certain nombre d'articles au cours des dernières années, il est plus pressant que jamais de s'y attarder.

Le rôle déterminant que la géographie économique du Canada, qui se distingue par une grande superficie et une population clairsemée, joue dans le façonnement de l'histoire du pays et la compréhension de son avenir est un thème central de ce livre blanc.

Comme les générations précédentes qui ont cherché à surmonter les défis posés par nos vastes territoires et la faible densité de population, d'abord en construisant des chemins de fer transcontinentaux, puis des infrastructures de communication, nous devons maintenant saisir les occasions et relever les défis propres à la géographie économique unique du Canada.

La création de conditions favorables à la croissance économique partout au pays doit être notre objectif suprême de façon, comme l'indique la raison d'être de Bell, à transformer la façon dont les Canadiens communiquent entre eux et avec le reste du monde. C'est une vision qui correspond aux attentes de la société moderne en matière d'égalité et d'inclusion. C'est également une vision qui nous mène à croire que nous pourrions progresser dans les années à venir grâce à la combinaison adéquate de politiques publiques et d'investissements privés.

Pour y parvenir, l'interaction entre les politiques gouvernementales et les investissements privés est essentielle. Les décisions en matière de politiques publiques, dont la réglementation, peuvent soit exacerber les disparités en fonction du lieu, soit les réduire. Il est donc important que les décideurs canadiens élaborent des politiques publiques en tenant compte de la géographie économique unique du pays. Une approche adaptée au lieu peut renforcer les conditions qui permettent aux entreprises privées de prendre des risques, d'investir et, en fin de compte, de stimuler l'activité et les possibilités économiques dans tout le pays.

Terminons avec le portrait d'une économie canadienne plus dynamique et inclusive où la croissance et les possibilités ne se limitent pas à un petit nombre de grandes villes, mais s'étendent plutôt aux collectivités et aux villes de partout au pays.

Les grands centres urbains comme Montréal, Toronto et Vancouver continueront de foisonner sur les plans de la diversité, de l'innovation et des possibilités. Ils seront les épicentres de nouvelles technologies et accueilleront des entreprises à croissance rapide.

Leur population reflétera le visage changeant du pluralisme canadien. De plus, à l'échelle internationale, ces grands centres s'imposeront davantage comme des villes de premier plan pour leur culture, leur économie et leur engagement envers la durabilité.

Cependant, au-delà des grands centres urbains, on peut favoriser un regain d'optimisme dans les petites collectivités et les collectivités rurales. Les technologies à large bande permettront aux entrepreneurs locaux d'accéder aux marchés nationaux et mondiaux et d'améliorer l'éducation, les soins de santé ainsi que l'accès aux services publics. Les secteurs de premier plan, comme l'énergie, l'exploitation minière, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, pourront tirer parti des nouvelles technologies afin d'accroître leur productivité et la durabilité de leurs activités. Ainsi, les générations futures de ces collectivités n'auront pas à les quitter pour réaliser leurs aspirations professionnelles.

Ce portrait présente un Canada plus dynamique et inclusif dans lequel la région où une personne habite ne détermine plus son avenir. Une personne qui grandit à Churchill, au Manitoba, pourra avoir les mêmes aspirations qu'une autre qui grandit à Toronto.

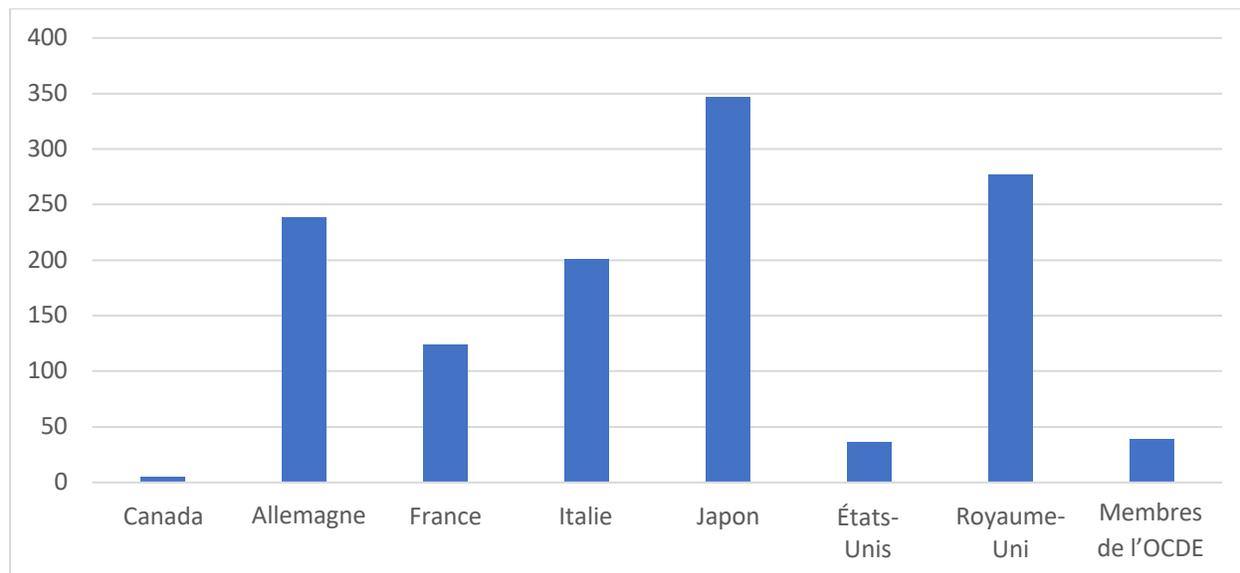
Les pages suivantes abordent quelques idées sur la façon de concrétiser un tel avenir pour le pays. L'occasion se présente à nous. Nous devons la saisir. En permettant aux Canadiens et Canadiennes de communiquer entre eux et avec le reste du monde par le biais d'investissements, d'infrastructures et d'idées, nous pouvons réaliser des progrès historiques sur la promesse de possibilités à grande échelle.

L'économie géographique unique du Canada

Il est courant, dans beaucoup de nos débats politiques, de sous-estimer la géographie économique si unique du Canada. Pourtant, il est impossible de comprendre le développement économique historique du pays ou même ses enjeux politiques contemporains sans être confronté à l'interaction entre l'environnement physique du pays, y compris sa vaste superficie, et la répartition de sa population et de ses activités économiques, comme les investissements et la création d'emplois.

Par exemple, parmi les pays du G7, la densité de la population (nombre de personnes par kilomètre carré) du Canada ne correspond pas à celle des autres pays membres. En 2020, la densité de population moyenne des pays du G7, à l'exclusion du Canada, était de 203,7 personnes par kilomètre carré. La densité de population moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) était de 38,6. Au Canada, elle était de quatre (voir la figure 1).

Figure 1 : densité de la population, personnes par km carré, pays du G7 et de l'OCDE (2020)



Source : Banque mondiale

Surmonter les défis liés à la géographie économique unique du Canada faisait partie de l'histoire du pays avant même que les premiers colons n'arrivent sur le continent. Les peuples autochtones ont dû innover pour survivre au climat rigoureux, chasser et pêcher pour subvenir à leurs besoins, et parcourir un vaste territoire. Comme Jeff Ward, le fondateur d'une entreprise technologique dirigée par des Autochtones, l'a dit, les peuples autochtones sont les premiers inventeurs, innovateurs et entrepreneurs du paysⁱ.

Les défis inhérents à l'environnement physique et à la faible densité de population du Canada ont perduré tout au long de notre histoire. Notre pays lui-même doit être vu comme un effort en vue d'unir les collectivités éloignées qui ont marqué notre géographie à une économie nationale.

Le Québec a bien sûr joué un rôle majeur dans le développement culturel, économique et politique du Canada, et il continue de le faire à ce jour. Le modèle historique d'urbanisation de cette province et ses efforts continus pour favoriser l'évolution et la promotion de sa culture distincte apportent une contribution importante au pays. Ces dernières années, le Québec a également démontré le potentiel de l'utilisation des technologies à large bande pour partager son contenu culturel de premier plan avec des publics du monde entier.

L'attrait du commerce Nord-Sud ainsi que le besoin de terres agricoles arables ont contribué à la concentration de la population canadienne près de la frontière canado-américaine, qui persiste toujours. Aujourd'hui, 90 % des Canadiens et des Canadiennes vivent à moins de 160 kilomètres de la frontièreⁱⁱ.

Pourtant, la majeure partie physique du pays est ailleurs. Par exemple, la superficie des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon représente plus de 40 % de la superficie continentale totale des États-Unis. La principale différence est que les États-Unis comptent

331 millions d'habitants et d'habitantes et que ces trois territoires ont une population combinée de moins de 125 000 habitants et habitantes.

L'histoire du Canada est ancrée dans les efforts collectifs des entreprises, des citoyens et citoyennes, des gouvernements et des peuples autochtones en vue d'accroître les possibilités et d'atténuer les problèmes qui découlent de la géographie économique du pays. Les exemples d'efforts comprennent l'immigration massive vers l'ouest à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la construction de chemins de fer transcontinentaux puis d'infrastructures de communication, ainsi que la croissance des échanges commerciaux entre l'est et l'ouest. Il est facile d'oublier que la Confédération elle-même a été motivée en partie par l'abrogation par les États-Unis d'un accord de libre-échange bilatéral et par la nécessité de renforcer les liens économiques au Canadaⁱⁱⁱ.

En toile de fond de ces évolutions historiques se trouve la tendance inexorable à l'urbanisation. Entre les recensements de 1921 et de 1931, le pourcentage de Canadiens et de Canadiennes vivant en milieu urbain a atteint plus de 50 %. Par la suite, le pays n'a jamais cessé de s'urbaniser. Le pourcentage est maintenant de 80 %, dont 73,7 % de personnes qui vivent dans des villes de 100 000 habitants ou plus^{iv}.

Il n'est pas exagéré de dire que l'urbanisation observée au cours du dernier siècle et demi a redéfini la géographie économique du Canada. Sa croissance n'a jamais cessé – en fait, les premières attentes concernant la dynamique de décentralisation d'Internet se sont révélées pour la plupart erronées – et elle continue de nos jours.

L'état des disparités en fonction du lieu

L'effet net de ces développements fait du Canada, géographiquement parlant, l'un des pays dont la population est la plus concentrée au monde. Un petit nombre de grandes villes jouent un rôle disproportionné dans la population et la production économique globales du pays.

Analysons d'abord la population. Selon les dernières données du recensement, Montréal, Toronto et Vancouver représentent environ 35 % de la population totale du Canada (voir le tableau 1)^v. Aux États-Unis, en revanche, 13 % de la population habite ses trois plus grandes villes, soit New York, Los Angeles et Chicago.

Tableau 1 : part de la population nationale du Canada de Montréal, de Toronto et de Vancouver (de 1981 à 2021)

	Canada	Montréal, Toronto et Vancouver	%
1981	24,3 millions	7,1 millions	29,1
1991	27,3 millions	8,6 millions	31,5
2021	39,9 millions	13,1 millions	35,5

Source : Statistique Canada

En d'autres mots, les 18 plus grandes régions métropolitaines de recensement des États-Unis (comme Dallas, Atlanta et Cincinnati) représentent ensemble 33 % de la population américaine totale.

Ces statistiques s'étendent également largement à l'économie. Montréal, Toronto et Vancouver génèrent 37 % du rendement économique canadien^{vi}. New York, Los Angeles et Chicago génèrent moins de 17 % du rendement économique américain^{vii}. Il faut additionner 31 comtés dans 16 États pour représenter un tiers du PIB américain^{viii}.

La situation est semblable en ce qui a trait à la création d'emplois. Au cours des cinq années qui ont précédé la pandémie de COVID-19, près des deux tiers de nouveaux emplois nets créés au Canada étaient concentrés à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Cette part dépasse les trois quarts si l'on inclut Ottawa-Gatineau, Calgary et Edmonton^{ix}. Dans certaines régions rurales et éloignées du pays, les collectivités n'ont même pas encore complètement récupéré les emplois perdus lors de la récession mondiale de 2008-2009^x.

Aujourd'hui, 60 % du rendement économique et de la création d'emplois nationale sont générés par les villes de 500 000 habitants ou plus^{xi}. La part de Toronto est de 20 %. Les grandes villes dominent désormais les principaux indicateurs économiques du pays.

Les petites collectivités et les collectivités rurales n'ont, pour la plupart, pas connu de niveaux de croissance du PIB et de l'emploi similaires. Au cours des dernières décennies, elles ont plutôt connu des niveaux de participation à la population active, de croissance des revenus et d'entrepreneuriat inférieurs^{xii}.

Divers facteurs expliquent leur rendement économique respectif. Dans les grandes villes, le taux de réussite postsecondaire et le capital humain ont tendance à être plus élevés^{xiii}. Ces villes tendent également à avoir une plus grande concentration de secteurs à forte valeur ajoutée, comme la finance et la technologie. Les entreprises situées dans les villes ont tendance à être plus productives et versent ainsi des salaires plus élevés. Cette combinaison d'une forte présence de capital humain et d'industries de pointe est la clé pour comprendre la croissance et le dynamisme des villes ainsi que les défis sous-jacents auxquels sont confrontées les petites collectivités et les collectivités rurales.

Ces collectivités ne sont bien sûr pas homogènes. Celles qui se trouvent à proximité des grandes villes s'en tirent beaucoup mieux. Les collectivités rurales et éloignées ont trop souvent vu leurs défis économiques sous-jacents se manifester par d'autres problèmes, notamment le déclin démographique, la stagnation ou le déclin de l'assiette fiscale et des problèmes sociaux plus vastes.

Ces problèmes sont plus sévères dans les communautés autochtones, qui vivent une situation particulière. Malgré les progrès réalisés en matière de réconciliation économique, le taux d'emploi des Autochtones en âge de travailler au Canada est encore plus faible que celui de la population non autochtone^{xiv}. L'écart est encore plus important pour les Autochtones qui vivent sur des réserves.

Bien que l'économie et la population canadiennes aient crû de façon générale au cours des dernières décennies, le portrait global ne tient pas compte des différences importantes entre les villes et les collectivités des quatre coins du pays. David Cameron, politologue à l'Université de Toronto, prévient que ces tendances divergentes risquent de créer un écart croissant entre

les attentes, les besoins et les expériences des citoyens et citoyennes des grandes villes et d'ailleurs au pays, y compris les communautés autochtones^{xv}.

L'essor des villes superstars

Il est important ici de souligner que l'existence même de villes dynamiques et créatrices d'emplois ne pose pas problème. Bien au contraire. Montréal, Toronto, Vancouver et les autres centres urbains du Canada représentent une force considérable pour notre pays. Elles sont le siège de la diversité et de l'innovation, et elles offrent de nombreuses possibilités. Ce n'est pas sans raison que tant de personnes du monde entier immigreront dans nos villes. Leur réussite continue est un facteur déterminant dans le succès global de notre pays.

Il est également important de reconnaître que la concentration géographique d'individus et d'activités économiques n'est pas unique au Canada. Elle est plutôt le reflet des puissantes forces du marché qui ont entraîné le regroupement du capital, des idées et du talent dans les grandes villes du monde. Cette tendance a été encore plus marquée par le passage d'une économie de production de biens à une économie du savoir, ou ce que l'économiste Richard Baldwin appelle la « transition d'une économie des choses à une économie des idées »^{xvi}.

L'idée fondamentale est que les industries de pointe (appelées parfois « économie de l'immatériel »^{xvii}) bénéficient de ce regroupement par l'effet de réseau. Une concentration de personnes talentueuses à proximité – même si elles ne travaillent pas au même endroit – produit des retombées par lesquelles des idées prometteuses naissent, sont partagées et sont développées à plus grande échelle.

Les énormes rendements d'échelle de l'économie du savoir ont entraîné ce que le spécialiste urbain Richard Florida appelle « l'urbanisme tout au vainqueur »^{xviii}. Quelques grandes villes, dont Montréal, Toronto et Vancouver, ont été les vainqueurs. Les petites collectivités et les collectivités rurales ont en général moins bénéficié de ces progrès économiques et technologiques. L'économiste Enrico Moretti appelle ces expériences adaptées au lieu « la grande divergence »^{xix}.

Richard Florida a écrit ce qui suit sur l'expérience des villes dynamiques comme Toronto :

Au moment où l'économie accorde des récompenses disproportionnées aux talents superstars, les villes superstars dominent les autres de la même façon. Ces villes ne sont pas seulement le lieu où les personnes les plus ambitieuses et les plus talentueuses veulent être; elles sont l'endroit où ces personnes sentent qu'elles doivent se trouver.

– Richard Florida, Rotman School of Management^{xx}

Cette tendance contemporaine à l'agglomération urbaine n'avait pas pour autant été prévue. Aux débuts d'Internet, une hypothèse courante voulait que les avancées dans le domaine des technologies de l'information et des communications aient un effet de nivellement sur la répartition géographique de l'activité économique, de l'investissement et de la création d'emplois^{xxi}. Cet effet aurait permis une décentralisation accrue dans un contexte d'économie enracinée dans la capacité de production. En théorie, les codeurs ou codeuses de logiciels ou les spécialistes du marketing numérique pourraient travailler de n'importe où. Les ouvriers et ouvrières de l'industrie automobile travaillant sur une chaîne de montage traditionnelle ne le pourraient pas.

C'est pourtant le contraire qui s'est produit, ce qui reflète divers facteurs, notamment le rôle des marchés et des politiques publiques ainsi que le processus graduel selon lequel les individus et les sociétés comprennent comment s'organiser afin d'optimiser les nouvelles technologies. Comme nous le verrons dans la section suivante, il existe des raisons de croire que le processus itératif est maintenant sur le point de confirmer quelques-unes de ces hypothèses préliminaires sur le potentiel de nivellement d'Internet. La pandémie a déclenché une tendance croissante relativement à un mode de travail plus décentralisé qui comprend différentes formes de télétravail ou de travail hybride, rendues possibles grâce aux technologies Internet.

L'agglomération urbaine a généré de nombreux résultats positifs pour notre économie et notre société. L'augmentation du nombre de centres d'innovation dans certaines grandes villes a attiré des talents de partout dans le monde, mené à des technologies révolutionnaires et contribué à l'avancement de questions importantes, comme le changement climatique, la santé publique et l'avenir des villes inclusives et durables. Ces résultats ne doivent pas être écartés^{xxii}.

Cependant, ces avantages n'ont pas profité à autant de personnes ou d'endroits qu'ils l'auraient pu. Une trop grande partie du pays observe ces importants progrès économiques et technologiques de l'extérieur, y compris les Autochtones.

À son tour, la grande divergence a contribué au climat politique, qui risque de basculer vers la polarisation. Les experts, comme le géographe économique Andrés Rodríguez-Pose, soutiennent que l'augmentation récente de mouvements politiques perturbateurs dans les économies avancées devrait d'abord être comprise comme l'expression de disparités en fonction du lieu, notamment parmi les individus qui ont l'impression que leur collectivité et leur situation n'ont pas d'avenir^{xxiii}.

Nous avons donc un intérêt collectif à élargir les possibilités économiques autant que possible. L'objectif devrait être de réduire l'influence du code postal d'un individu sur son avenir économique. Bonne nouvelle : il existe des raisons de se montrer optimiste.

La technologie, le travail et le lieu de résidence dans un monde postpandémie

Cet optimisme s'appuie principalement sur deux tendances importantes qui pourraient stimuler l'activité économique, l'investissement et la création d'emplois à l'extérieur des grandes villes canadiennes. La première est la technologie et la seconde, ce sont les schémas de migration et l'organisation des lieux de travail.

En ce qui a trait à la technologie, si la grande divergence est en bonne partie comprise comme étant le résultat de la répartition inégale des technologies, les investissements publics et privés importants dans l'infrastructure à large bande constituent le fondement d'une répartition plus égale dans les villes et les communautés du pays. L'ampleur de ces investissements est importante et potentiellement révolutionnaire pour les petites collectivités et les collectivités rurales.

Considérons par exemple que l'industrie des communications investit environ de 10 à 12 milliards de dollars par année dans l'infrastructure de réseau, ce qui représente l'une des intensités d'investissement les plus élevées, à la fois par habitant et en pourcentage du chiffre d'affaires, parmi les pays du G7^{xxiv}. Bell elle-même a investi en moyenne 4 milliards de dollars par année dans son infrastructure de réseau au cours de la dernière décennie et jusqu'à 14 milliards de dollars rien qu'au cours des trois dernières années (voir la figure 2)^{xxv}.

Les gouvernements ont complété ces investissements par des investissements publics pour aider les collectivités rurales et isolées. Le résultat net est que près de 94 % des ménages canadiens ont maintenant accès à des vitesses de téléchargement d'au moins 50 mégabits par seconde (Mbit/s) et des vitesses de téléversement d'au moins 10 Mbit/s^{xxvi}.

Les ambitions et les progrès de Bell vont bien au-delà de cet objectif minimal. Son plan de dépenses en immobilisations actuel vise à procurer des vitesses de huit gigaoctets par seconde à des millions de foyers partout au pays. À l'heure actuelle, Bell a mis en œuvre 80 % de son plan, une majorité de clients et de clientes ayant accès à des vitesses Internet d'un gigaoctet par seconde ou plus.

Des investissements supplémentaires sont bien sûr nécessaires pour atteindre les Canadiennes et Canadiens restants, y compris la majorité de ceux qui vivent dans les réserves des Premières Nations, ainsi que pour étendre les capacités 5G au plus grand nombre possible de personnes. Mais les progrès réalisés ces dernières années sont considérables. Les réseaux 5G de Bell s'étendent maintenant bien au-delà des trois grandes villes du pays pour atteindre des collectivités comme Sherbrooke et Trois-Rivières, au Québec, et St. Andrews et Stonewall, au Manitoba. Bell a doublé sa couverture mobile 5G pour atteindre 82 % de la population canadienne^{xxvii}.

Ces développements promettent de favoriser la croissance et les possibilités économiques à l'extérieur des grandes villes. Ils contribueront à uniformiser les règles du jeu en ce qui concerne la diffusion des technologies, permettront aux entrepreneurs d'atteindre de nouveaux marchés et clients grâce au commerce numérique, et aideront des secteurs clés comme l'exploitation minière, l'énergie, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire à tirer parti des nouvelles technologies pour rendre leurs activités plus productives et plus durables.

Ce point mérite d'être souligné : l'expansion d'une infrastructure à large bande de haute qualité et à haut débit dans tout le pays est essentielle à l'atteinte de nos objectifs collectifs d'équité et d'inclusion. Il s'agit aussi d'un facteur de plus en plus important pour déterminer les résultats économiques, au même titre que les outils politiques traditionnels. Il n'est pas exagéré d'affirmer que, dans l'économie d'aujourd'hui, l'infrastructure de réseau est le fondement de la croissance économique ainsi que de la productivité de chacune des collectivités et de l'économie dans son ensemble.

Prenons par exemple le fait que le Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement fédéral a désigné l'agriculture, l'industrie agroalimentaire, l'exploitation minière et l'énergie comme des secteurs où le Canada dispose d'un avantage unique à l'échelle mondiale^{xxviii}. Son rapport fixe des objectifs ambitieux pour ces secteurs afin qu'ils gagnent des parts de marché à l'échelle mondiale.

La réalisation de ces objectifs ne se fera pas spontanément. Il faudra déployer de nouvelles technologies pour stimuler la productivité sectorielle et rivaliser avec d'autres acteurs mondiaux. Et cela repose sur une infrastructure à large bande rapide et de haute qualité permettant de tirer pleinement parti de ces technologies qui améliorent la productivité.

Comme l'a indiqué la Fédération canadienne de l'agriculture dans son énoncé de politique générale sur la large bande en milieu rural :

L'agriculture de précision est une approche de gestion agricole axée sur les données qui permet de cibler les intrants, de réduire le gaspillage et d'améliorer les pratiques de gestion. Elle permet aussi aux agriculteurs d'utiliser les pratiques les plus innovatrices et les plus durables, mais une augmentation spectaculaire dans la connectivité à Internet est nécessaire avant l'adoption généralisée de ces pratiques.

– Fédération canadienne de l'agriculture^{xxxix}

La stratégie de développement économique du gouvernement fédéral pour le Canada rural de 2019 fait une remarque similaire sur la sophistication technologique croissante des industries rurales :

Les Canadiens en milieu rural travaillent dans les secteurs de l'agriculture, des mines, du pétrole et du gaz, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture. Ces secteurs sont depuis longtemps des centres d'expertise au Canada et ils représentent aujourd'hui certaines des industries les plus avancées sur le plan technologique au pays. Ils font appel à l'intelligence artificielle, aux systèmes d'agriculture de précision, aux drones, aux sciences biologiques et à d'autres technologies d'avant-garde.

– Gouvernement du Canada, Possibilités rurales, prospérité nationale^{xxx}

Le fait que ces secteurs tendent à se concentrer en dehors de nos grandes villes renforce la nécessité d'un cadre politique qui donne la priorité aux investissements en capital dans les petites collectivités et les collectivités rurales. Ce cadre est fondamental pour l'économie canadienne à court terme et respecte la propre analyse du gouvernement sur les sources de croissance économique à long terme.

Le point essentiel, ici, est que les progrès que nous réalisons collectivement pour étendre l'infrastructure de réseau de haute qualité et à grande vitesse bien au-delà de grandes villes dans les régions éloignées du pays offrent des possibilités sans précédent aux Canadiens et Canadiennes des petites collectivités et des collectivités rurales de participer pleinement à l'économie nationale et mondiale, quel que soit leur lieu de résidence.

La deuxième évolution majeure est ancrée dans des tendances plus larges en ce qui concerne les schémas de migration et l'organisation du lieu de travail. Rétrospectivement, la perturbation historique provoquée par la pandémie de COVID-19 a jeté les bases de changements importants dans nos lieux et nos méthodes de travail. Grâce aux nouvelles technologies (ou à l'utilisation accrue de technologies préexistantes), nous commençons à observer une séparation possible entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

Il semble que certaines personnes et entreprises, possiblement nombreuses, aient choisi de quitter les grandes villes pour s'installer dans des collectivités plus périphériques. Des données récentes en provenance du Canada et des États-Unis abondent dans ce sens. Aux États-Unis, par exemple, la pandémie a entraîné une migration sans précédent des grandes villes, en particulier New York et Los Angeles, vers des zones non métropolitaines^{xxxix}. De nombreuses personnes sont bien sûr revenues depuis que la pandémie a été maîtrisée. Toutefois, selon certaines analyses, le solde migratoire de la ville de New York est resté négatif entre 2021 et 2022^{xxxii}.

L'histoire du Canada est à peu près comparable. Montréal et Toronto ont également enregistré des pertes de population en 2019 et en 2020^{xxxiii}. Les deux villes ont depuis lors connu une croissance démographique, bien que ces chiffres puissent masquer d'importantes sorties de capitaux. Par exemple, en 2022, bien que Toronto ait ajouté 138 240 résidentes et résidents nets par rapport à l'année précédente, elle a accueilli 159 679 immigrantes et immigrants, ce qui signifie qu'environ 78 000 personnes ont quitté la ville au cours de l'année^{xxxiv}. Il ne s'agit pas non plus d'une aberration. Depuis le début de la pandémie, Toronto perd chaque année des habitants en raison d'un exode net – le plus important depuis au moins une génération.

Plusieurs facteurs expliquent ces tendances. Le coût du logement est un élément important. Il pousse les ménages à revenu faible et moyen, particulièrement les familles avec enfants, à quitter des villes comme Toronto. L'économiste canadien Mike Moffatt a écrit :

Les gens ont quitté Toronto parce qu'ils *devaient* le faire. Il n'y a tout simplement pas assez de logements pour que tout le monde puisse y vivre, car la construction résidentielle (quel qu'en soit le type) ne suit pas la croissance de la population. Et les gens continuent de quitter la région métropolitaine de Toronto.

– Mike Moffatt, Institut pour l'intelliProsperité^{xxxv}

Cependant, les gens sont également attirés vers les petites collectivités et les collectivités rurales en raison de l'effet de nivellement des nouvelles technologies pour soutenir le télétravail ou pour rechercher des occasions entrepreneuriales. Il est à noter, par exemple, qu'entre 2016 et 2021, le Canada a connu la plus forte croissance de la population rurale de tous les pays du G7^{xxxvi}. Les technologies comme la vidéoconférence permettent les modèles de travail hybrides. Le cybercommerce donne aux gens la possibilité de lancer et de développer des entreprises en dehors des grands centres. Les Canadiens et Canadiennes peuvent maintenant vivre à Cobourg, en Ontario, et travailler pour une entreprise dont le siège social se trouve au centre-ville de Toronto, ou créer une entreprise dans une communauté autochtone et vendre des produits à des clients et clientes du monde entier.

Comme l'indiquent les Tables sectorielles de stratégies économiques du gouvernement fédéral :

L'accès à la large bande est une étape clé de la réconciliation. Il permettra aux jeunes de poursuivre la carrière qu'ils veulent sans être forcés de quitter leur foyer. Il permettra aux entreprises de croître et de prospérer.

– Gouvernement du Canada, Tables sectorielles de stratégies économiques^{xxxvii}

Les implications à long terme de ces progrès sont difficiles à discerner à ce stade. Certains penseurs et universitaires estiment qu'ils représentent un changement durable dans les milieux de vie et de travail des Canadiens et Canadiennes. Nicholas Bloom, économiste à l'Université Stanford, a par exemple affirmé que le télétravail constituait le plus grand changement survenu sur le marché du travail depuis la Seconde Guerre mondiale^{xxxviii}.

D'autres sont plus sceptiques et pensent que le pouvoir des agglomérations conduira à un retour aux tendances observées avant la pandémie^{xxxix}. Ce qui est clair, cependant, c'est que la perturbation de ces modèles économiques en raison de la pandémie a créé les conditions favorables à une vision plus inclusive de la croissance et des possibilités économiques. La

section suivante présente certaines des mesures que les entreprises et les pouvoirs publics peuvent prendre pour concrétiser cette vision, idéalement en partenariat.

Saisir l'occasion de favoriser une économie plus dynamique et plus inclusive

Comme nous l'avons souligné jusqu'à présent, l'essor des technologies à large bande et les changements possibles dans l'organisation du lieu de travail représentent une occasion d'étendre la croissance et les possibilités économiques aux petites collectivités et aux collectivités rurales. Nous ne pourrions toutefois pas saisir ces occasions en nous contentant de vœux pieux. Il faudra un ambitieux programme de politiques publiques. La section suivante met en lumière certains points des politiques qui peuvent nous aider à saisir ces occasions propres au lieu.

Pour commencer, il est important de reconnaître qu'il n'existe pas de solution miracle ou de solution unique^{xi}. Les villes d'Estevan (Saskatchewan), de Churchill (Manitoba), de Midland (Ontario) et de Baie-Comeau (Québec) ont toutes une population, une histoire économique, des ressources financières et physiques, un capital humain, une empreinte industrielle et une proximité des marchés différents.

Tout cadre politique doit tenir compte des forces et des faiblesses préexistantes d'une collectivité. Comme l'a écrit un groupe d'éminents spécialistes des politiques, les politiques adaptées au lieu doivent en fin de compte être « solidement fondées sur des théories et des preuves, combiner des approches adaptées aux personnes et aux lieux, et donner aux acteurs locaux les moyens de prendre davantage en main leur avenir »^{xii}.

La Ville de Windsor, par exemple, a procédé à une évaluation complète de ses forces et faiblesses économiques afin de concevoir une stratégie adaptée au lieu^{xiii}. Son conseil municipal a mené un exercice de consultation ascendant pour identifier les priorités politiques fondées sur cette analyse et, ultimement, élaborer sa stratégie de « régénération économique ». Ce type de processus basé sur des données probantes devrait être mis en œuvre par des collectivités similaires. Les gouvernements fédéral et provinciaux pourraient mettre à disposition des ressources pour couvrir les coûts d'une telle démarche.

Un autre postulat de départ avance que les politiques adaptées au lieu doivent traiter les collectivités ciblées comme des endroits qui peuvent prospérer et se développer, plutôt que comme des candidates à des subventions. Il ne peut s'agir d'un programme qui vise simplement à atténuer la détresse économique des petites collectivités et des collectivités rurales. Au contraire, il doit être question d'une vision d'une économie dynamique et inclusive qui aspire à étendre la croissance et les possibilités aux quatre coins du pays.

Les politicologues de Canada 2020, un groupe de réflexion établi à Ottawa, définissent un programme politique adapté au lieu de cette façon :

... des interventions holistiques et ciblées qui cherchent à révéler, à utiliser et à renforcer les capacités naturelles, physiques et humaines uniques présentes dans un lieu particulier.

– Matthew Mendelsohn et coll., Canada 2020^{xiiii}

Quelles sont les principales dimensions d'un tel programme? D'après les données disponibles, un programme politique efficace adapté au lieu devrait s'appuyer sur quatre piliers clés : (1) l'infrastructure, (2) l'investissement, (3) les individus et (4) les institutions.

1. Infrastructure

Compte tenu de la géographie économique unique du Canada, les infrastructures physiques ont toujours joué un rôle fondamental dans l'exploitation des ressources naturelles, le transport des biens et des produits ainsi que la communication entre les personnes. Notre vaste pays a dû être relié par des chemins de fer, des routes, des lignes téléphoniques et, aujourd'hui, des réseaux à large bande.

En tant qu'entreprise, Bell Canada fait partie de cette histoire depuis presque aussi longtemps que le pays lui-même. Elle a construit la première ligne interurbaine entre Hamilton et Toronto ainsi que le premier câble téléphonique sous-marin au monde, il y a plus de 140 ans^{xliv}. Il y a deux ans, nous avons commencé à construire notre réseau sans fil 5G.

Infrastructure à large bande

Aujourd'hui, l'infrastructure fondamentale du pays repose sur la large bande de haute qualité et à haut débit. Cette infrastructure permet aux particuliers et aux entreprises d'adopter de nouvelles technologies et d'atteindre des marchés et des clients, quel que soit leur lieu de résidence. Il s'agit fondamentalement d'une infrastructure de nivellement qui diminue l'importance du code postal.

Il est donc impératif que les politiques gouvernementales créent les conditions favorables à un investissement en capital important, y compris dans les collectivités où les perspectives de gains typiques pour le capital privé ne sont pas aussi encourageantes. En fait, dans son budget de 2023, le gouvernement fédéral a reconnu que « sans un cadre stratégique approprié, le Canada pourrait faire face à des problèmes de sous-investissement dans des domaines critiques et de retard dans la conception de nouvelles technologies propres » (« La place du Canada dans une économie mondiale en évolution », p. 22). Par conséquent, un cadre réglementaire doit être établi de façon rapide et efficace pour permettre aux entreprises d'obtenir un rendement raisonnable de leurs investissements en s'appuyant sur les forces du marché. De plus, des investissements publics continus doivent être consentis pour apporter la connectivité numérique aux collectivités rurales et éloignées, y compris les collectivités autochtones.

Des progrès soutenus, particulièrement dans le domaine de l'infrastructure 5G et de fibre optique, pourraient révolutionner l'expansion de la croissance et des possibilités économiques au plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes possible. De tels progrès peuvent également contribuer à libérer l'avantage comparatif du Canada dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'exploitation minière, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Comme l'a souligné un observateur du secteur :

[L'industrie 4.0] consiste à faire partie d'un écosystème connecté plus vaste qui favorisera la productivité, l'efficacité et la flexibilité dans tous les secteurs de l'économie. La connectivité rurale sera un facteur important pour son adoption et pour l'avancement de secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie et l'exploitation minière, l'industrie pétrolière et gazière, principalement exploités dans les zones rurales.

– John Simcoe, PwC^{xlv}

La reconceptualisation des politiques réglementaires du gouvernement selon une approche adaptée au lieu se manifesterait par certains changements politiques importants, notamment en ce qui concerne les règles relatives aux enchères du spectre, les tarifs de gros et d'autres conditions réglementaires.

Sur un plan fondamental, cette approche orienterait les décisions politiques en fonction d'une priorité accordée à des niveaux élevés d'investissements, y compris dans les petites collectivités et les collectivités rurales. Le meilleur moyen d'y parvenir est de limiter autant que possible les interventions réglementaires et de laisser les forces du marché guider les enchères du spectre et les accords d'accès en gros. Une approche axée sur le marché a permis de produire de meilleurs résultats en matière d'investissement en capital, particulièrement en raison de la géographie économique unique du Canada. Les investissements publics seront toujours sollicités dans les collectivités rurales et éloignées. Mais, dans l'ensemble, une politique de la large bande adaptée au lieu devrait conduire à une réduction de l'intervention des pouvoirs publics par rapport au statu quo.

Bien qu'une telle approche politique reconceptualisée impliquerait des ajustements clés dans la manière dont les récents gouvernements ont réfléchi à ces questions politiques, elle serait très cohérente avec leurs objectifs plus larges de développement économique, de progrès dans le domaine du climat et de réduction des disparités en fonction du lieu.

Logement

L'offre de logements au Canada est un autre problème d'infrastructure qui requiert une attention et une intervention accrues adaptées au lieu. Selon une étude de Scotiabank Economics, le Canada est le pays du G7 qui compte le moins de logements par habitant. Il aurait fallu 100 000 logements supplémentaires pour maintenir le ratio entre le nombre de logements et la population depuis 2016^{xlvi}. La Société canadienne d'hypothèques et de logement estime qu'au rythme actuel des mises en chantier, le Canada comptera 2,3 millions de logements supplémentaires d'ici 2030. Toutefois, 3,5 millions d'unités sont nécessaires, soit 50 % de plus que celles déjà en construction^{xlvii}.

Cette situation entraîne des répercussions sur les tendances plus générales décrites dans le présent livre blanc. Le logement est un facteur clé de la migration vers et depuis les grandes villes, comme Toronto et Vancouver, vers des petites collectivités et des collectivités rurales.

Il existe de nombreuses preuves que les prix élevés des logements dans les grands centres urbains, dus en grande partie aux contraintes de l'offre, ont contribué à l'exode, en particulier chez les jeunes familles^{xlviii}. En se déplaçant ailleurs à la recherche d'un logement plus abordable, ces personnes risquent d'exercer par inadvertance une pression à la hausse sur les prix ailleurs et d'exclure d'autres personnes du marché. C'est ce que l'économiste Mike Moffatt appelle le jeu des chaises musicales^{xlix}.

En conséquence, le pays a besoin d'une stratégie ambitieuse pour construire plus de logements pratiquement partout. Cette stratégie devra comprendre diverses réformes politiques, notamment une réforme de l'utilisation des sols et des processus réglementaires plus rapides, comme celles que l'on observe actuellement en Ontario.

2. Investissement

L'accès au capital est un autre facteur clé du développement économique pour les petites collectivités et les collectivités rurales. Ces collectivités ont généralement moins de sources de capital locales et peuvent éprouver de la difficulté à obtenir des capitaux sur les marchés nationaux ou mondiaux.

Le rôle des politiques publiques pourrait être d'encourager les investissements dans ces collectivités dans le cadre d'un programme politique plus large visant à stimuler l'activité économique en dehors des grandes villes du pays. Ces interventions politiques risquent évidemment de produire des distorsions économiques. Par conséquent, il est important qu'elles soient aussi globales et neutres que possible. Les incitations fiscales, par exemple, sont généralement préférables aux programmes de subventions basés sur des demandes.

Il faut toutefois reconnaître que les progrès en matière de croissance et de possibilités économiques pour ces collectivités ne viendront probablement pas seulement des forces du marché. Du soutien politique pourrait être nécessaire. Comme l'explique un document d'orientation de RBC Economics, du Centre for Canada's Future de BCG et de l'Université de Guelph :

L'accélération des investissements privés dans l'agrotechnologie canadienne nécessitera une réflexion plus créative sur les incitations fiscales et financières en place. Nous devons encourager l'automatisation, qui sera la clé de notre productivité dans le secteur agricole et de notre compétitivité internationale, et qui attirera davantage de capitaux vers les technologies qui favoriseront l'avenir de l'agriculture à faible taux d'émission. L'expansion de l'amortissement accéléré au-delà des actifs corporels pour inclure l'intelligence artificielle et d'autres agrotechnologies est une possibilité.

– John Stackhouse et coll., RBC Economicsⁱ

Plusieurs options s'offrent aux décideurs canadiens. La déduction pour amortissement accéléré du gouvernement fédéral est le type d'intervention politique qui pourrait être envisagée, cette politique en particulier contribuant largement à l'accélération de l'expansion récente du réseau à large bande de Bell. L'expérience du gouvernement américain en matière de zones de possibilités représente un autre modèle intéressantⁱⁱ.

Les gouvernements doivent équilibrer les priorités concurrentes et les principes d'élaboration de politiques, dont un cadre politique neutre, la prise en compte des particularités uniques des différentes collectivités et la nécessité générale d'une « grande poussée » pour stimuler l'activité économique dans les collectivités rurales et éloignées. Une option consisterait à tester ces différentes formes d'incitations fiscales afin de déterminer celles qui renforcent le capital tout en minimisant les distorsions économiques.

3. Individus

Le capital humain est possiblement le facteur le plus important de l'avenir économique d'une collectivité. Le Canada obtient généralement de bons résultats dans ce domaine. Nous avons l'une des populations les plus instruites au mondeⁱⁱⁱ. Même s'il existe des différences considérables selon le lieu, le tableau d'ensemble, y compris dans les petites collectivités et les

collectivités rurales, est généralement positifⁱⁱⁱ. Toutefois, il reste du progrès à faire, notamment en ce qui concerne les nouveaux Canadiens et Canadiennes et les Autochtones.

Immigration

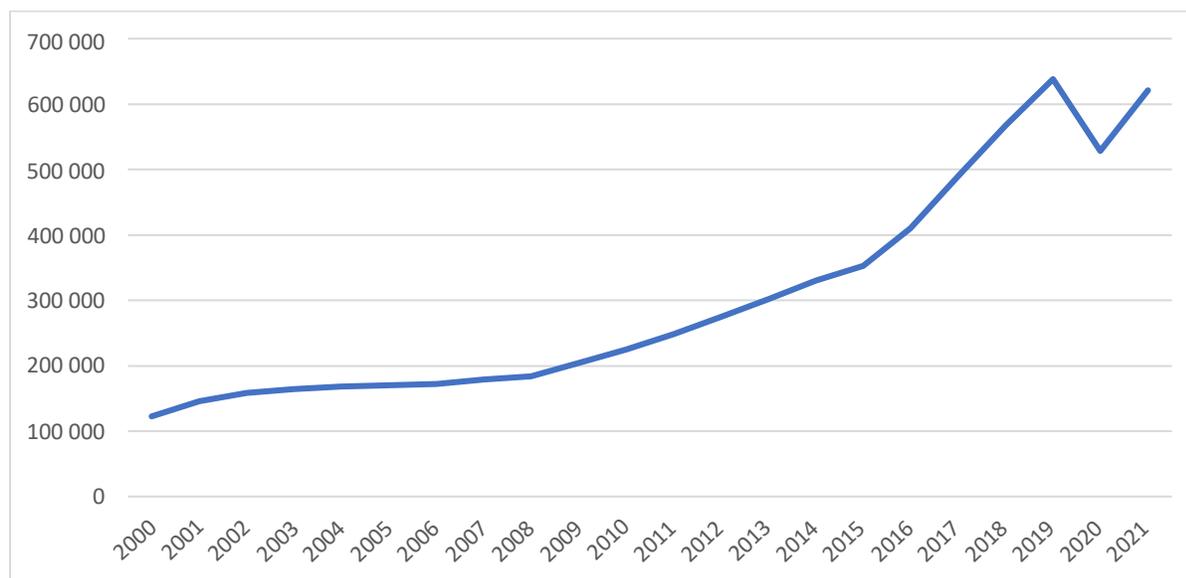
L'immigration est une source essentielle de capital humain pour le pays. Le plan du gouvernement fédéral visant à augmenter nos objectifs annuels en matière d'immigration signifie que cette dernière ne fera que jouer un rôle plus important dans l'avenir économique du Canada.

Actuellement, plus de la moitié des personnes immigrantes s'installent à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Toronto accueille à elle seule environ 30 % de l'immigration annuelle au pays^{iv}. Cependant, il est intéressant de noter que ce pourcentage est en baisse; il est passé de 56 % en 2016 à 53 % en 2021. De plus en plus d'immigrants et d'immigrantes s'installent dans des petites collectivités. Prenons l'exemple de la région Atlantique, qui a vu sa part de nouveaux arrivants et arrivantes presque tripler depuis 2006.

Les progrès de la région s'expliquent en grande partie par les efforts coordonnés qu'elle déploie pour encourager les étudiantes et étudiants internationaux qui fréquentent les universités et les collèges de ses provinces à y rester une fois leur diplôme obtenu. Les gouvernements du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador ont élaboré une stratégie coordonnée intitulée « Étudier et rester », qui vise à favoriser la rétention des étudiantes et étudiants internationaux en combinant les possibilités d'emploi et l'engagement communautaire^v. Une analyse récente de Statistique Canada a révélé que le taux de rétention après un an des travailleuses et travailleurs qualifiés et des travailleuses et travailleurs des catégories de métiers spécialisés a considérablement augmenté dans toutes les provinces de l'Atlantique^{vi}.

Il s'agit d'un modèle que les autres provinces devraient elles-mêmes étudier. Le réseau canadien des universités et des collèges est un pôle d'attraction majeur pour le capital humain du monde entier. Le nombre d'étudiantes et d'étudiants étrangers dans le pays est passé d'un peu plus de 120 000, en 2000, à plus de 620 000, en 2021 (voir la figure 3)^{vii}. L'amélioration de leur taux de rétention pourrait donc donner un coup de fouet au capital humain du pays, y compris dans les petites collectivités et les collectivités rurales.

Figure 2 : titulaires internationaux d'un permis d'études au Canada, de 2000 à 2021



Source : Statistique Canada

4. Institutions

Le renforcement des institutions publiques dans les petites collectivités et les collectivités rurales devrait également faire partie d'une stratégie adaptée au lieu. Ces institutions peuvent servir de points d'ancrage institutionnels pour le développement économique régional et local, notamment en agissant comme sources d'emploi essentielles, en accroissant l'efficacité de la réglementation et en améliorant le partenariat avec le secteur privé.

Empreinte du gouvernement

Les gouvernements canadiens devraient repenser la répartition géographique de leur propre main-d'œuvre. La concentration des emplois du secteur public à Ottawa, à Toronto et dans d'autres capitales pourrait ne plus être judicieuse dans un monde où les technologies à large bande et le télétravail font partie du quotidien. Le rééquilibrage de la présence du gouvernement pourrait non seulement réduire les coûts immobiliers et soutenir l'emploi en dehors des grandes villes, mais aussi assurer que l'élaboration des politiques tient compte des personnes et des lieux concernés.

Au cours des dernières années, d'autres pays ont cherché à décentraliser leur gouvernement avec plus ou moins de succès. Les recherches indiquent qu'il existe certains ingrédients essentiels à l'élaboration d'un processus de décentralisation réussi, notamment des décisions fondées sur des données probantes concernant les compétences régionales, l'accès au capital humain et l'adoption de solutions numériques^{lviii}.

Sean Speer et Kevin McCarthy, experts en politiques, ont écrit sur ces considérations dans un document d'orientation de la Munk School :

En mettant l'accent sur la décentralisation des biens immobiliers et des emplois gouvernementaux, on pourrait réaliser des économies fiscales et soutenir les collectivités dans le besoin... Il ne peut s'agir d'un simple exercice de redistribution. La décentralisation doit concilier le double objectif du gouvernement d'améliorer la gestion des dépenses préexistantes et de mieux soutenir les zones rurales et économiquement défavorisées dans les provinces.

– Sean Speer et Kevin McCarthy, Munk School of Global Affairs and Public Policy^{lix}

L'annonce faite par le gouvernement de l'Ontario en 2022 de transférer le siège de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de Toronto à London (Ontario) illustre cette tendance globale^{lx}. Une telle stratégie de décentralisation doit être dépolitisée et gérée avec soin. Cependant, il est possible d'exploiter les technologies à large bande pour conceptualiser à nouveau la présence du personnel et des biens immobiliers gouvernementaux.

Établissements postsecondaires

De même, les gouvernements devraient mieux mobiliser les établissements d'enseignement postsecondaire dans le cadre d'un plan d'action adapté au lieu. Ces établissements représentent une force considérable en général, et sans doute encore plus dans les petites collectivités et les collectivités rurales. Bien que Montréal, Toronto et Vancouver abritent des universités et des établissements d'enseignement supérieur de renommée mondiale, on peut affirmer que le secteur postsecondaire du pays est en fait moins concentré que sa population globale ou que la répartition de l'activité économique. Il existe des établissements d'enseignement supérieur solides, bien répartis dans l'ensemble du pays.

La recherche nous apprend que les mandats d'enseignement et de recherche de ces établissements ont d'importantes retombées positives pour les collectivités locales. Le capital humain et intellectuel ainsi que les idées produites par les universités et les établissements d'enseignement supérieur peuvent agir comme de puissants catalyseurs pour les économies locales^{lxi}.

Le rôle essentiel que joue l'Université de Guelph dans la position avantageuse de la collectivité dans la chaîne de valeur agricole en est un exemple frappant. Mais il en existe d'autres dans tout le pays, y compris la nouvelle Université du Yukon, qui ont un impact économique majeur sur leurs régions et leurs collectivités. L'économiste Noah Smith s'est exprimé sans détour sur le contexte américain : « [les établissements d'enseignement supérieur] sont la seule chose qui sépare de nombreuses petites villes saines du spectre menaçant d'une décadence à long terme. »^{lxii}

La situation est à peu près la même au Canada. Comme décrit ci-dessus, les universités et les établissements d'enseignement supérieur, y compris dans les petites collectivités et les collectivités rurales, sont des pôles d'attraction importants des talents. Les décideurs canadiens devraient les placer au cœur d'un programme politique adapté au lieu.

Les recherches menées par les éminents économistes David Neumark et Helen Simpson, par exemple, révèlent ce qui suit :

Les établissements d'enseignement supérieur génèrent des retombées en matière de productivité qui peuvent être très localisées. Il n'est pas surprenant que ces avantages soient propres aux industries qui ont des liens technologiques avec la recherche universitaire et qui emploient de nombreux diplômés universitaires. Certaines données montrent que les installations de recherche universitaire attirent des entreprises novatrices hautement technologiques dans une région, ce qui peut contribuer à la formation de grappes industrielles susceptibles d'apporter des avantages à long terme grâce à l'agglomération.

– David Neumark et Helen Simpson, Federal Reserve Bank of San Francisco^{lxiii}

Ce programme pourrait se traduire par différentes politiques, dont un financement public progressif des universités et des établissements d'enseignement supérieur afin qu'ils élaborent des stratégies économiques régionales ou locales, avec des cibles et des retombées claires suivies et mesurées, et des bons de recherche et de commercialisation que les entreprises canadiennes pourraient échanger dans le cadre de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Nous devons commencer à voir les universités et les établissements d'enseignement supérieur comme étant davantage au cœur de l'avenir économique des petites collectivités et des collectivités rurales.

Conclusion

Le Canada est l'un des pays les plus prospères et les plus équitables du monde. Cependant, si l'on analyse le portrait global, l'histoire est un peu plus complexe. Depuis environ 140 ans, la tendance est à la concentration croissante de la population et de l'activité économique dans un petit nombre de grandes villes comme Montréal, Toronto et Vancouver. L'expérience des autres collectivités du pays n'est pas aussi simple. Pour un trop grand nombre d'entre elles, leur code postal est devenu un frein à leurs aspirations.

Cependant, la bonne nouvelle, c'est que, en raison de différents facteurs, le Canada entrevoit un avenir où sa géographie économique unique sera moins déterminante, un avenir où les gens pourront avoir de grandes aspirations, peu importe où ils vivent.

Une telle vision d'une croissance et de possibilités économiques inclusives ne se concrétisera cependant pas spontanément. Pour y parvenir, il faudra une combinaison de politiques publiques et d'initiatives menées par les entreprises. Ce livre blanc plaide en faveur d'une stratégie ambitieuse, adaptée au lieu, qui vise à stimuler la croissance et les possibilités économiques dans tout le pays. Il nous appartient ultimement de saisir une occasion. Nos collectivités et notre pays s'en porteront mieux.

ⁱ Jeff Ward, « Indigenous Innovation », conférence Ted Talk (TedX Mount Royal University), 3 octobre 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=1HjEZO7cWGc>.

ⁱⁱ Zack Beauchamp, « Canada is a huge country. Most of it is unfit for human habitation », Vox, 5 mai 2016 <https://www.vox.com/2016/5/5/11584064/canada-population-map>.

ⁱⁱⁱ « Trade and commerce were key to Canada's creation: Professor Malcolm Lavoie on our economic constitution », The Hub, 16 février 2023 <https://thehub.ca/2023-02-16/trade-and-commerce-were-key-to-canadas-creation-professor-malcolm-lavoie-on-our-economic-constitution/>.

^{iv} « La croissance et l'étalement des grands centres urbains du Canada se poursuivent », Statistique Canada, 9 février 2022 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220209/dq220209b-fra.htm>.

-
- ^v Statistique Canada, profil du recensement : Recensement de la population de 2021, 9 février 2022 <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>.
- ^{vi} Statistique Canada, « Produit intérieur brut aux prix de base, selon les régions métropolitaines du recensement, 2009 à 2013 », Le Quotidien, 1^{er} janvier 2017 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/170127/dq170127b-fra.htm>.
- ^{vii} Calculs de l'auteur. Analyse du U.S. Bureau of Economic, produit intérieur brut [PIB], extrait de FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis <https://fred.stlouisfed.org/series/GDP>.
- ^{viii} Jacob Knutson, « 31 counties accounted for a third of U.S. economy last year », Axios, 16 décembre 2019 <https://www.axios.com/us-gdp-31-counties-urban-rural-divide-52401396-748e-4b3c-881e-02e298f6987b.html>. Si l'on tient compte des zones métropolitaines américaines, les 30 plus grandes représentaient un peu plus de la moitié du PIB américain en 2018.
- ^{ix} Statistique Canada, tableau : 14-10-0096-01 : Caractéristiques de la population active selon la région métropolitaine de recensement, données annuelles, inactif – ARCHIVÉ, 18 janvier 2021 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/1410009601>.
- ^x Sean Speer s'interroge : « “La revanche des régions laissées pour compte” influence-t-elle la politique canadienne? » Forum des politiques publiques, 12 octobre 2019 <https://ppforum.ca/fr/articles/sean-speer-sinterroge-la-revanche-des-regions-laissees-pour-compte-influence-t-elle-la-politique-canadienne/>.
- ^{xi} Regions and Cities at a Glance 2018 – Canada, OECD, 5 mars 2019 <https://www.oecd.org/cfe/CANADA-Regions-and-Cities-2018.pdf>.
- ^{xii} Sean Speer et Weseem Ahmed, « L'avenir du travail au Canada : une approche adaptée au lieu », Forum des politiques publiques, juin 2020 <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/06/UneApprocheAdapte%CC%81eAuLieu-FPP-Juin2020-FR.pdf>.
- ^{xiii} Desmond Beckstead, W. Mark Brown, Yusu Guo et K. Bruce Newbold, « Villes et croissance : niveaux de gains selon les régions urbaines et rurales au Canada : le rôle du capital humain », Statistique Canada, janvier 2010 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-622-m/11-622-m2010020-fra.pdf?st=QUxantF>.
- ^{xiv} Statistique Canada, tableau : 14-10-0365-01 : Caractéristiques de la population active selon la région et le groupe autochtone détaillé, 6 janvier 2023 https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410036501&pickMembers%5B0%5D=3.8&pickMembers%5B1%5D=4.1&pickMembers%5B2%5D=5.4&cubeTimeFrame.startYear=2018&cubeTimeFrame.endYear=2022&referencePeriods=20180101%2C20220101&request_locale=fr.
- ^{xv} Cité dans « Canadians: A Portrait of a Country and its People » de Roy MacGregor, Toronto, Penguin Canada, 2008.
- ^{xvi} Cité dans « The Globotics Upheaval: Globalization, Robotics, and the Future of Work » de Richard Baldwin, New York, Oxford University Press, 2019.
- ^{xvii} Robert Asselin et Sean Speer, « Une nouvelle étoile polaire : La compétitivité canadienne à l'ère de l'économie immatérielle », Forum des politiques publiques, 4 avril 2019 <https://ppforum.ca/fr/publications/une-nouvelle-etoile-polaire-et-la-competitivite-canadienne-economie-intangibles/>.
- ^{xviii} Richard Florida et coll., « Winner-take-all Cities », Martin Prosperity Institute, octobre 2017 http://www-2.rotman.utoronto.ca/mpi/wp-content/uploads/2017/11/2017-MPIWP-002_Winner-Take-All-Cities_Florida-Mellander-King.pdf.
- ^{xix} Cité dans « The New Geography of Jobs » d'Enrico Moretti, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.
- ^{xx} Richard Florida, « Why America's richest cities keep getting richer », The Atlantic, 12 avril 2017 <https://www.theatlantic.com/business/archive/2017/04/richard-florida-winner-take-all-new-urban-crisis/522630/>.
- ^{xxi} David A. Price, « Interview with Enrico Moretti », Econ Focus (Federal Reserve Bank of Richmond), premier trimestre 2019 https://www.richmondfed.org/publications/research/econ_focus/2019/q1/interview.
- ^{xxii} Matthew Mendelsohn et coll., « Policies to support sustainable, inclusive, and digital economic development in rural and smaller communities in Canada », Canada 2020, décembre 2021 https://canada2020.ca/wp-content/uploads/2021/12/Policies_to_support_sustainable_inclusive_and_digital_economic_development_in_rural_and_smaller_communities_in_Canada-2.pdf.
- ^{xxiii} Cité dans « The revenge of the places that don't matter (and what to do about it) » d'Andrés Rodríguez-Pose, Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, Volume 11, numéro 1, mars 2018.
- ^{xxiv} « Connectivité évolutive : Pour le Canada postpandémique, » Forum des politiques publiques, octobre 2021 <https://ppforum.ca/wp->

content/uploads/2021/10/UneConnectiviteC3%A9C3%89volutivePourLeCanadaPostpandC3%A9miqu-OCT2021-PPF-FR.pdf.

^{xxv} Communiqué de presse, « Le plus grand plan de déploiement accéléré du réseau de Bell s'élargit avec des investissements supplémentaires qui s'élèvent maintenant à 1,7 milliard de dollars au cours des deux prochaines années », 31 mai 2021 <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-plus-grand-plan-de-deploiement-accelere-du-reseau-de-bell-s-elargit-avec-des-investissements-supplementaires-qui-s-elevent-maintenant-a-1-7-milliard-de-dollars-au-cours-des-deux-prochaines-annees-818822928.html>.

^{xxvi} « Connectivité évolutive : Pour le Canada postpandémique », Forum des politiques publiques, octobre 2021 <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2021/10/UneConnectiviteC3%A9C3%89volutivePourLeCanadaPostpandC3%A9miqu-OCT2021-PPF-FR.pdf>.

^{xxvii} Communiqué de presse, « Bell étend la portée de son réseau 5G, le plus primé au pays, à 23 villes de plus », Bell Canada, 26 mai 2021 <https://www.bce.ca/nouvelles/communiques-de-presse/voir/Bell-etend-la-portee-de-son-reseau-5G-le-plus-prime-au-pays-a-23-villes-de-plus?lang=fr>.

^{xxviii} « Libérer le potentiel de croissance des secteurs clés », Conseil consultatif en matière de croissance économique, 6 février 2017 <https://www.budget.canada.ca/aceg-ccce/pdf/key-sectors-secteurs-cles-fra.pdf>.

^{xxix} « Expansion et amélioration de l'accès Internet à large bande dans les régions rurales », Fédération canadienne de l'agriculture, date inconnue <https://www.cfa-fca.ca/fr/enjeux/expansion-et-amelioration-de-lacces-internet-a-large-bande-dans-les-regions-rurales/>.

^{xxx} « Possibilités rurales, prospérité nationale : une stratégie de développement économique du Canada rural », gouvernement du Canada, 2019 <https://ised-isde.canada.ca/site/rural/sites/default/files/documents/2022-03/rural-strat-fra.pdf>.

^{xxxi} William H. Frey, « New census data shows a huge spike in movement out of big metro areas during the pandemic », Brookings Institution, 14 avril 2022 <https://www.brookings.edu/blog/the-avenue/2022/04/14/new-census-data-shows-a-huge-spike-in-movement-out-of-big-metro-areas-during-the-pandemic/>.

^{xxxii} Lane Brown, « New Yorkers never came “flooding back.” Why did rents go up so much? », New York Magazine, 27 janvier 2023 <https://www.curbed.com/2023/01/nyc-real-estate-covid-more-apartments-higher-rent.html>.

^{xxxiii} Statistique Canada, « Estimations de la population du Canada : régions infraprovinciales, 1^{er} juillet 2020 », 14 janvier 2021.

^{xxxiv} <https://betterdwelling.com/toronto-residents-are-leaving-at-a-record-pace-immigration-takes-over-growth/>.

^{xxxv} Mike Moffatt, « Ontarians on the move, 2021 edition: The short version », Medium, 21 février 2021 <https://mikepmoffatt.medium.com/ontarians-on-the-move-2021-edition-the-short-version-4c824722b7ca>.

^{xxxvi} « Croissance démographique dans les régions rurales du Canada, 2016 à 2021 », Statistique Canada, 9 février 2022 <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-x/2021002/98-200-x2021002-fra.cfm>.

^{xxxvii} « Rapport des Tables de stratégies économiques du Canada : Ressources de l'avenir », gouvernement du Canada, 2018 <https://ised-isde.canada.ca/site/tables-sectorielles-strategies-economiques/fr/report-2018/rapport-tables-strategies-economiques-canada-ressources-lavenir>.

^{xxxviii} Daniel De Vise, « Nearly 30 percent of work remains remote as workers dig in », The Hill, 20 février 2023 <https://thehill.com/policy/technology/3862069-nearly-30-percent-of-work-remains-remote-as-workers-dig-in/>.

^{xxxix} « He wants a head on a pike: Andrew Coyne on firing Tiff Macklem, liberalism, and when to trust your gut », The Hub, 16 août 2022 <https://thehub.ca/2022-08-16/he-wants-a-head-on-a-pike-andrew-coyne-on-firing-tiff-macklem-liberalism-and-when-to-trust-your-gut/>.

^{xl} Mike Kerlin et coll., « Rural rising: Economic development strategies for America's heartland », McKinsey, 30 mars 2022 <https://www.mckinsey.com/industries/public-and-social-sector/our-insights/rural-rising-economic-development-strategies-for-americas-heartland>.

^{xli} Cité dans « Regional and Local Development in Times of Polarisation: Rethinking Spatial Policies in Europe » de Thilo Lang et Franziska Gormar (éditeurs), Singapore : Palgrave Macmillan, 2019 <https://link.springer.com/book/10.1007/978-981-13-1190-1>.

^{xlii} Blair Gibbs, Luka Glozic et Carly Munnely, « How Ontario's Mid-Sized Cities Can Thrive: A Toolkit for Economic Development », Ontario 360 (Munk School of Global Affairs and Public Policy), 6 octobre 2021 <https://on360.ca/policy-papers/how-ontarios-mid-sized-cities-can-thrive-a-toolkit-for-economic-development/>.

-
- ^{xliii} Matthew Mendelsohn et coll., « Policies to support sustainable, inclusive, and digital economic development in rural and smaller communities in Canada », Canada 2020, décembre 2021 https://canada2020.ca/wp-content/uploads/2021/12/Politiques_to_support_sustainable_inclusive_and_digital_economic_development_in_rural_and_smaller_communities_in_Canada-2.pdf.
- ^{xliiv} « Explorez notre riche histoire », site Web de Bell Canada <https://www.bce.ca/a-propos-de-bce/histoire/lignes-du-temps>.
- ^{xlv} Dave Zarum, « L'accès Internet à la grandeur du pays pourrait bien être la clé de l'avenir économique », Pivot Magazine, 14 février 2022 <https://www.cpacanada.ca/fr/nouvelles/magazine-pivot/2021-02-14-internet-zones-rurales>.
- ^{xlvi} Jean-François Perrault, « L'estimation du déficit structurel du logement au Canada : manque-t-il 100 000 logements ou près de deux millions? », Scotiabank Economics, mai 2021 <https://www.scotiabank.com/ca/fr/qui-nous-sommes/analyse-economique/publications-economiques/post.note-sur-le-logement.note-sur-le-logement--le-12-mai-2021-.html>.
- ^{xlvii} SCHL, « Pénurie de logements au Canada : résoudre la crise de l'abordabilité d'ici 2030 », Gouvernement du Canada, 23 juin 2022. SCHL, 23 juin 2022. « Pénurie de logements au Canada : résoudre la crise de l'abordabilité d'ici 2030 », Gouvernement du Canada <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionnels/marche-du-logement-donnees-et-recherche/recherche-sur-le-logement/rapports-de-recherche-en-habitation/accroitre-loffre-de-logements/penurie-de-logements-au-canada--resoudre-la-crise-de-labordabilite>.
- ^{xlviii} Randy Thanthong-Knight et Erik Hertzberg, « People are leaving Canada's biggest cities amid a housing crunch », Bloomberg, 11 janvier 2023 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-01-11/people-are-leaving-canada-s-biggest-cities-amid-a-housing-crunch?leadSource=uverify%20wall>.
- ^{xlix} Mike Moffatt, « Ontarians on the move, 2021 edition: The short version », Medium, 21 février 2021 <https://mikepmoffatt.medium.com/ontarians-on-the-move-2021-edition-the-short-version-4c824722b7ca>.
- ^l John Stackhouse, Keith Halliday et Evan Fraser, « Seven Technologies that can Drive Canada's Next Green Revolution », RBC Economics, 8 décembre 2022 https://www.rbccm.com/en/insights/story.page?dcr=templatedata/article/insights/data/2022/12/the_transformative_seven_technologies.
- ^{li} Sean Speer et Lorenzo Gonzalez, « Opportunity Zones: An Opportunity for Ontario », Ontario 360 (Munk School of Global Affairs and Public Policy), 13 novembre 2019 <https://on360.ca/policy-papers/opportunity-zones-an-opportunity-for-ontario/>.
- ^{lii} Statistique Canada, « Le Canada est en tête des pays du G7 pour ce qui est de la main-d'œuvre la plus scolarisée », Le Quotidien, 30 novembre 2022 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221130/dq221130a-fra.htm>.
- ^{liiii} Sean Speer et Weseem Ahmed, « L'avenir du travail au Canada : une approche adaptée au lieu », Forum des politiques publiques, juin 2020 <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/06/UneApprocheAdapte%CC%81eAuLieu-FPP-Juin2020-FR.pdf>.
- ^{liiv} Statistique Canada, « Les immigrants représentent la plus grande part de la population depuis plus de 150 ans et continuent de façonner qui nous sommes en tant que Canadiens », Le Quotidien, 26 novembre 2022 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221026/dq221026a-fra.htm>.
- ^{liv} Sean Speer, « Le développement économique axé sur les personnes : La rétention des étudiants étrangers : leçons du Canada atlantique », Forum des politiques publiques, novembre 2019 <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2019/12/InternationalStudentRetention-FR-PDF.pdf>.
- ^{lvi} Statistique Canada, « Le Canada atlantique connaît une récente hausse du taux de rétention des immigrants qualifiés », Le Quotidien, 12 décembre 2022 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221212/dq221212b-fra.htm>.
- ^{lvii} Eden Crossman et coll., « Les étudiants étrangers comme source de main-d'œuvre : un sommaire des tendances récentes », Statistique Canada, 23 mars 2022 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2022003/article/00001-fra.htm>.
- ^{lviii} Sean Speer et Kevin McCarthy, « Supporting Ontario's Fiscal Strategy », Ontario 360 (Munk School of Global Affairs and Public Policy), 26 novembre 2019. <https://on360.ca/policy-papers/supporting-ontarios-fiscal-strategy/>.
- ^{lix} Sean Speer et Kevin McCarthy, « Supporting Ontario's Fiscal Strategy », Ontario 360 (Munk School of Global Affairs and Public Policy), 26 novembre 2019 <https://on360.ca/policy-papers/supporting-ontarios-fiscal-strategy/>.

^{ix} Communiqué de presse, « L'Ontario planifie le déménagement du siège social de la WSIB à London », 26 avril 2022 <https://news.ontario.ca/fr/release/1002113/lontario-planifie-le-demenagement-du-siege-social-de-la-wsib-a-london>.

^{lxi} Sean Speer et Weseem Ahmed, « L'avenir du travail au Canada : une approche adaptée au lieu », Forum des politiques publiques, juin 2020 <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/06/UneApprocheAdapte%CC%81eAuLieu-FPP-Juin2020-FR.pdf>.

^{lxii} Noah Smith, « A road map for rural America's comeback », Bloomberg, 22 mars 2019 <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2019-03-22/universities-and-colleges-can-revive-declining-rural-america>.